



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
LIMITÉE

TD/B/45/L.1/Add.2  
16 octobre 1998

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT  
Quarante-cinquième session  
Genève, 12 octobre 1998  
Point 10 de l'ordre du jour

**PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT  
SUR SA QUARANTE-CINQUIÈME SESSION**

Rapporteur: M. Philippe Merlin (France)

**POINT 7: EXAMEN DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE DE LA CNUCED**

Orateurs:

Maroc  
Tunisie (pour le Groupe africain)  
Uruguay (pour le Groupe  
latino-américain et caraïbe)  
Indonésie (pour le Groupe asiatique)  
Autriche (pour l'Union européenne)  
Madagascar  
Norvège  
Éthiopie

Honduras  
Yémen  
République de Corée  
Fédération de Russie  
Égypte  
Suisse  
Japon  
Coordonnateur des Nations Unies  
en Somalie

**Note à l'intention des délégations**

Le présent projet de rapport est un texte provisoire, qui est distribué aux délégations pour approbation.

Toute demande de modification à apporter aux déclarations des délégations doit être soumise au plus tard le **vendredi 30 octobre 1998** à la:

Section d'édition de la CNUCED  
Bureau E.8106  
Télécopieur: 907 0056  
Téléphone: 907 5656/5655

**EXAMEN DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE DE LA CNUCED  
CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 96 D' "UN PARTENARIAT  
POUR LA CROISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT"**

(Point 7 de l'ordre du jour)

1. Pour l'examen de ce point, le Conseil du commerce et du développement était saisi de la documentation suivante:

"Examen des activités de coopération technique de la CNUCED: rapport du Secrétaire général de la CNUCED" (TD/B/45/6 et Add.1 et 2);

"Conclusions concertées du Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme concernant les activités de coopération technique de la CNUCED et leur financement" (TD/B/WP/L.84).

2. Le représentant du Maroc, parlant en sa qualité de Président du Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme à sa trente-deuxième session, a informé le Conseil des résultats des travaux du Groupe de travail (TD/B/WP/L.84). Le Groupe de travail avait notamment examiné la proposition du secrétariat relative à l'institution d'un recouvrement partiel des coûts pour certains programmes, à savoir les programmes SYDONIA, SYGADE et SIAM. Il y avait eu accord général sur le principe de l'autonomie financière de ces programmes, mais des vues différentes avaient été exprimées concernant les modalités de recouvrement partiel des coûts. Tandis qu'une majorité de pays développés se déclarait favorable au projet du secrétariat, de nombreux pays en développement avaient estimé qu'il fallait y réfléchir davantage. Des propositions avaient été faites à cet égard, en particulier en vue de tenir compte de la situation des PMA et des pays à faible revenu. Enfin, les conclusions concertées du Groupe de travail contenaient un projet de décision que le Groupe transmettait au Conseil pour adoption. L'attention était particulièrement attirée sur le paragraphe 13 du projet de décision, où il était entendu que le secrétariat établirait des propositions révisées concernant le recouvrement partiel des coûts en tenant compte des préoccupations exprimées au Groupe de travail.

3. La porte-parole du Groupe africain (Tunisie) a noté avec satisfaction la croissance continue des activités de coopération technique et en particulier l'accroissement de la part de la région africaine et des PMA, conformément aux recommandations de la neuvième session de la Conférence. Après avoir remercié au nom de son groupe tous les donateurs, elle s'est félicitée de la publication par le secrétariat du Manuel sur la coopération technique,

qui fournissait des renseignements sur les modalités de demande d'assistance, et elle s'est déclarée satisfaite des efforts entrepris pour renforcer la coopération entre la CNUCED et d'autres organisations actives dans le secteur du commerce; parallèlement, elle a instamment demandé au secrétariat d'intensifier sa coopération avec la CEA et l'OUA. Elle a plus particulièrement évoqué le partenariat entre la CNUCED, le CCI et l'OMC pour la mise en oeuvre du Programme intégré d'assistance technique en faveur de certains PMA et d'autres pays africains et l'étroite coopération entre la CNUCED, le CCI, le PNUD, l'OMC, la Banque mondiale et le FMI concernant les activités recommandées par la Réunion de haut niveau sur des mesures intégrées en faveur du développement du commerce des PMA. Pour ce qui était de la répartition des dépenses de coopération technique dans la région africaine, elle a souligné la nécessité de privilégier les activités nationales et le renforcement des capacités dans les pays; bien qu'elle fût importante, l'intégration régionale ne pouvait se développer qu'à partir de capacités nationales fortes. La coopération Sud-Sud pouvait être renforcée par le biais d'une "coopération triangulaire", et la porte-parole a encouragé le secrétariat de la CNUCED à faire davantage appel aux experts des pays en développement. Sur la question du recouvrement partiel des coûts, le Groupe africain considérait que la mise en oeuvre de telles mesures de recouvrement des coûts était prématurée, et qu'il fallait approfondir la question. À cet égard, le Groupe était favorable à l'idée d'un barème progressif et d'une exonération totale des PMA.

4. Le porte-parole du Groupe latino-américain et caraïbe (Uruguay) a souligné l'importance des activités de coopération technique de la CNUCED pour sa région. Il était toutefois très préoccupant de constater que si les dépenses totales de coopération technique avaient augmenté en 1997, la part de l'Amérique latine et des Caraïbes avait continué de diminuer pour ne représenter que 6 % en 1997, les prévisions étant de 4,6 % seulement pour 1998. Cela constituait le plus bas niveau jamais enregistré par rapport aux autres régions. Le porte-parole a demandé au secrétariat, en s'appuyant sur le paragraphe 91 d'"Un partenariat pour la croissance et le développement" et sur le paragraphe 25 du texte reprenant les résultats de l'examen à mi-parcours, de tenir compte des besoins particuliers de la région latino-américaine et caraïbe dans la conception et l'exécution des projets de coopération technique.

5. Concernant le recouvrement partiel des coûts, il s'est déclaré satisfait du paragraphe 13 du projet de décision soumis au Conseil, selon lequel les observations et les propositions faites au Groupe de travail seraient prises en compte par le secrétariat lorsqu'il poursuivrait l'analyse de la question. Il s'est également déclaré satisfait de la résolution adoptée par le CCQAB et par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale concernant les économies réalisées par la CNUCED en conséquence de la restructuration du mécanisme intergouvernemental et de la réforme du secrétariat. Il avait été décidé, au paragraphe 2 de cette résolution, d'utiliser le montant de 1 088 000 dollars des États-Unis pour financer la participation d'experts des pays en développement aux réunions de la CNUCED, et il ne restait plus au Conseil qu'à prendre une décision finale sur les modalités de mise en oeuvre de cette disposition. Ces modalités devraient être générales et simples, garantir un équilibre régional et répondre aux besoins des pays en développement. Enfin, le Groupe latino-américain et caraïbe estimait que l'Assemblée générale devrait demander au secrétariat de la CNUCED de lui présenter un rapport sur la question à sa prochaine session.

6. La porte-parole du Groupe asiatique (Indonésie) a dit que la coopération technique constituait l'une des activités primordiales de la CNUCED et elle a instamment demandé aux donateurs de maintenir leur soutien, s'agissant en particulier du Fonds d'affectation spéciale pour les PMA. Bien qu'elle ait augmenté en 1997, la part de l'Asie dans les dépenses de coopération technique restait à un niveau relativement faible compte tenu des besoins de la région, et le secrétariat devrait s'efforcer de mieux répartir les activités de coopération technique entre les diverses régions, en fonction de leurs besoins respectifs. Pour ce qui était du recouvrement partiel des coûts, il était essentiel d'assurer la viabilité financière des programmes considérés, et elle a donc instamment demandé aux donateurs de continuer de soutenir ces programmes. Une évaluation globale devrait être faite du coût de l'installation et de l'exploitation de ces programmes, de façon qu'une décision mûrement réfléchie puisse être prise sur la question, compte dûment tenu de la situation particulière des PMA. Le recouvrement partiel des coûts ne devait pas se substituer à l'appui des donateurs. Enfin, la porte-parole a préconisé une intensification de la coopération entre la CNUCED et d'autres organisations du secteur du commerce et a remercié le secrétariat de la publication du manuel sur la coopération technique, qui constituait un instrument très utile.

7. La représentante de l'Autriche, parlant au nom de l'Union européenne, a dit que les activités de coopération technique de la CNUCED contribuaient de façon fondamentale à l'intégration pleine et entière des pays en développement dans l'économie mondiale et le système commercial international. Elle s'est félicitée de l'accroissement de ces activités, en faisant néanmoins observer que celles-ci devaient reposer sur des principes de cohérence, de suivi, d'évaluation et de transparence des coûts. La transparence n'avait pas été améliorée depuis la neuvième session de la Conférence, et le plan triennal renouvelable n'avait pas pleinement répondu aux attentes. Le Secrétaire général de la CNUCED devrait présenter chaque année ses vues sur les orientations et les priorités pour l'année à venir dans le domaine de la coopération technique, et la CNUCED devrait continuer d'axer ses activités sur les domaines où elle possédait un avantage comparatif. La représentante a noté avec satisfaction l'accroissement de la coopération entre la CNUCED, le CCI et l'OMC et s'est félicitée du mémorandum d'accord signé avec le PNUD, l'ONUDI et le PNUE. Concernant le recouvrement partiel des coûts, il fallait espérer que les propositions révisées du secrétariat faciliteraient la poursuite des consultations et qu'un accord interviendrait à la reprise de la session du Groupe de travail.

8. L'Union européenne, qui était le premier contributeur aux activités de coopération technique de la CNUCED, notait avec satisfaction l'accroissement de la part des activités consacrées aux PMA et estimait que cette tendance devait être maintenue. Elle déplorait la diminution de la part des dépenses dans la région latino-américaine et caraïbe et souscrivait aux préoccupations exprimées par le Groupe latino-américain et caraïbe à cet égard. Enfin, concernant l'éventuelle affectation de fonds supplémentaires provenant des dividendes du développement au programme sur les pôles commerciaux, il serait souhaitable d'attendre les résultats de l'évaluation de ce programme avant de prendre une décision.

9. Le représentant de Madagascar a souligné l'importance du rôle de la CNUCED et en particulier de ses programmes de coopération technique pour l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale. Compte tenu des incidences négatives qu'avaient la mondialisation et la libéralisation sur la majorité des pays en développement, il fallait renforcer ces activités. Il était préoccupant de constater que les contributions aux fonds d'affectation spéciale avaient diminué, et la poursuite de cette tendance

compromettrait considérablement un certain nombre d'importants programmes tels que les programmes SYDONIA, SIAM, SYGADE, TRAINFORTRADE et TRAINMAR. Il fallait espérer que le poste de coordonnateur spécial pour les pays en développement les moins avancés, sans littoral ou insulaires serait prochainement pourvu. Enfin, le représentant a demandé aux donateurs de continuer d'accroître leurs contributions aux activités de coopération technique de la CNUCED.

10. Le représentant de la Norvège a dit que la coopération technique devait être considérée comme une extension nécessaire et le complément d'autres activités fondamentales de la CNUCED, et il s'est déclaré satisfait du renforcement des liens entre les activités à cet égard, ainsi que de l'intensification de la coopération entre la CNUCED et d'autres organisations internationales, qui devrait favoriser un renforcement de la coordination et des synergies, en particulier au niveau des pays. C'était une bonne chose que la CNUCED consacre une plus grande proportion de ses activités de coopération technique aux PMA. Il a noté que les pays donateurs avaient fourni moins de ressources financières en 1997, en espérant que cela ne dénotait pas une nouvelle tendance à la diminution des contributions bilatérales. Il fallait étudier de nouveaux moyens de consolider l'assise financière de la coopération technique de la CNUCED, une option possible étant un accroissement des contributions provenant des bénéficiaires. Il serait important d'élargir l'assise financière et d'assurer l'autonomie financière des programmes extrêmement performants auxquels il était envisagé d'appliquer des modalités de recouvrement partiel des coûts. Il faudrait tenir dûment compte de la capacité des pays bénéficiaires de couvrir une partie de ces coûts. Le représentant espérait que les consultations sur cette question déboucheraient très rapidement sur un consensus. Enfin, il a souligné l'importance des évaluations indépendantes des activités de coopération technique de la CNUCED pour une plus grande efficacité de l'organisation dans ce domaine.

11. Le représentant de l'Éthiopie a noté avec satisfaction l'importance qui était accordée à l'Afrique et aux PMA dans les activités de coopération technique de la CNUCED, conformément aux recommandations de la neuvième session de la Conférence et aux résultats de l'examen à mi-parcours; son pays avait beaucoup bénéficié de cette coopération technique. Il a remercié les donateurs traditionnels et non traditionnels de leurs contributions au Fonds

d'affectation spéciale pour les PMA. Concernant le recouvrement partiel des coûts, il fallait poursuivre les consultations, et le secrétariat devrait analyser plus en détail les aspects techniques, de façon claire et transparente. Différentes options, y compris des modalités spéciales en faveur des PMA et autres pays à faible revenu, devaient être étudiées plus avant; le représentant s'est déclaré favorable à une exonération totale des PMA, et il était encourageant de constater qu'il y avait une forte convergence d'opinion sur ce point. Enfin, il a souligné le rôle primordial des activités de coopération technique de la CNUCED et a invité les pays donateurs à faire un effort particulier pour accroître les ressources extrabudgétaires nécessaires. Des efforts analogues devraient être faits par le secrétariat pour inverser la tendance à la baisse des ressources du budget ordinaire affectées à la coopération technique.

12. La représentante du Honduras, parlant également au nom du Costa Rica, de El Salvador, du Guatemala, du Nicaragua, du Panama et de la République dominicaine, a dit que les pays d'Amérique centrale avaient indiqué leurs priorités en matière de coopération technique au secrétariat de la CNUCED, qui avait ensuite établi un programme de coopération technique pour la sous-région. Elle a remercié le secrétariat de sa détermination à cet égard et a demandé à des donateurs potentiels de soutenir cette importante initiative.

13. Le représentant du Yémen a exprimé sa satisfaction des activités de coopération technique réalisées par le secrétariat. Il s'est félicité de l'accroissement des activités en faveur des PMA et a souligné en particulier l'importance de programmes tels que les programmes SYDONIA, SYGADE, pôles commerciaux et TRAINFORTRADE. Il s'est également félicité des conclusions adoptées par le Groupe de travail et a remercié les donateurs de leur appui continu. Il a souligné combien il importait de veiller à ce que chaque PMA bénéficie d'un traitement égal.

14. Le représentant de la République de Corée a dit qu'il était encourageant de constater que les dépenses de coopération technique ne cessaient d'augmenter. Les activités futures devraient porter en priorité sur les besoins particuliers de certains pays en développement dont l'économie était structurellement faible et vulnérable, s'agissant notamment d'aider les PMA à s'intégrer harmonieusement dans l'économie mondiale. La CNUCED possédait un avantage comparatif en matière de coopération technique concernant le commerce et le développement, et elle devrait s'occuper davantage de nouveaux thèmes

tels que le commerce électronique, le commerce et la concurrence, le commerce et l'investissement, le commerce et l'environnement, et les accords commerciaux régionaux. Si elle continuait de s'acquitter de sa tâche avec efficacité, des ressources financières additionnelles devraient pouvoir être obtenues à l'appui d'activités visant à faciliter l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale. Enfin, la CNUCED devait poursuivre ses travaux d'appui aux mécanismes commerciaux régionaux.

15. Le représentant de la Fédération de Russie s'est félicité de l'accroissement du montant total des dépenses de coopération technique et en particulier de la part des PMA. Il a noté avec préoccupation que les dépenses de coopération technique en Europe avaient diminué de 30 % en 1997 et a demandé une meilleure répartition des ressources. La coopération technique devait rester l'un des plus importants aspects des activités de la CNUCED, dans le respect du principe d'universalité. La CNUCED devait également continué de coopérer étroitement avec d'autres organisations s'occupant de questions commerciales. La question du recouvrement partiel des coûts devait être étudiée plus avant en vue de parvenir à une solution acceptable pour tous les pays membres. Enfin, la CNUCED devait continuer d'aider les pays qui le souhaitaient à devenir membres de l'OMC, et le représentant a remercié la CNUCED du précieux appui apporté à son pays à cet égard.

16. Le représentant de l'Égypte a dit que la coopération technique était un important complément des travaux d'analyse de la CNUCED, et il s'est félicité de l'accroissement du taux global d'exécution d'activités, en particulier en faveur des PMA et de l'Afrique. Il a remercié les donateurs et a noté que des contributions provenaient également de pays en développement, qui manifestaient ainsi l'intérêt qu'ils portaient aux activités de coopération technique de la CNUCED. Il serait important de veiller à une meilleure répartition de ces activités entre les diverses régions, et il fallait espérer que les fonds alloués à la coopération technique augmenteraient. La proposition concernant un recouvrement partiel des coûts était une bonne chose, mais il fallait tenir compte des conditions particulières des PMA. La délégation égyptienne comptait poursuivre les discussions sur cette question à la lumière des suggestions faites au Groupe de travail.

17. Le représentant de la Suisse a dit que le plan triennal renouvelable était un important instrument pour l'établissement de projections, la mobilisation de fonds et une meilleure planification. Il devrait être publié

une fois par an pour étayer les délibérations du Groupe de travail sur la coopération technique, puis être soumis au Conseil. Deuxièmement, concernant l'évaluation et les décisions en suspens devant être prises à New York, il fallait améliorer les mandats en la matière, concernant en particulier les procédures à suivre et les missions fixées aux évaluateurs. Troisièmement, une décision devrait être prise aussitôt que possible sur la question du recouvrement partiel des coûts de certains programmes, dans l'intérêt de tous les utilisateurs. Ce serait là une condition préalable à un accroissement des ressources affectées par les donateurs à ces programmes. L'adoption de la proposition relative au recouvrement partiel des coûts devrait aussi contribuer à une plus grande transparence et à une amélioration des normes comptables. Enfin, il fallait engager une discussion globale et approfondie sur la nécessité de fixer des priorités pour les activités de coopération technique de la CNUCED et sur les ressources requises.

18. Le représentant du Japon a dit qu'il aurait été utile que le rapport du secrétariat contienne les appréciations des bénéficiaires des projets de coopération technique pour une meilleure évaluation de l'impact des projets, chose qui devrait être prise en compte dans le prochain rapport. Ce type d'information contribuerait à accroître la transparence ainsi que la maîtrise par les pays en développement des divers programmes exécutés par la CNUCED.

19. À l'invitation du Président, le Coordonnateur des Nations Unies en Somalie a fait une déclaration dans laquelle il a décrit le solide partenariat qui liait le PNUD et la CNUCED en Somalie depuis 1993. La CNUCED avait commencé par fournir une assistance dans le secteur des ports, puis, compte tenu du rôle fondamental de ce secteur dans le pays, les activités s'étaient diversifiées dans d'autres domaines liés au commerce et à l'administration douanière. Le programme de la CNUCED relatif aux ports et au commerce était l'un des cinq programmes stratégiques du PNUD en Somalie, et il avait servi de catalyseur à d'autres programmes concernant la formation et la sécurité. Dans le nord de la Somalie, on passait progressivement d'une situation de secours humanitaire à une étape de reconstruction. Le commerce reprenait, avec des exportations appréciables de bétail. Le Coordonnateur a demandé aux donateurs d'intensifier leur financement des programmes du PNUD, de façon que la CNUCED et d'autres institutions puissent contribuer aux efforts de reconstruction de la Somalie.

-----